

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Est-ce que la présence aux conseils d'administration est une avancée ?

- Social - Accords de Wagram - 20 questions, 20 réponses sur l'ANI et l'avant-projet de loi -

Date de mise en ligne : mercredi 6 mars 2013

Démocratie & Socialisme

On nous présente comme une autre grande « avancée » la future et possible présence d'un ou deux administrateurs salariés dans les conseils d'administration et conseils de surveillance des plus grosses entreprises.

Le projet ANI et l'avant-projet de loi qui en découle, prévoient la présence de deux représentants des salariés quand le nombre d'administrateur est supérieur à douze et un seul dans les autres cas. Evidemment c'est trop peu de représentants des salariés pour influencer les choix stratégiques mais surtout seulement 229 entreprises seront concernées, car seules les entreprises de plus de 5000 salariés en France y sont assujetties. Ce n'est pas pour demain, il y aura un délai de 26 mois pour mettre en place une telle représentation dans les entreprises concernées

Les modalités de désignation seront définies par l'assemblée générale des conseils en question : actuellement ils étaient élus directement par les salariés sur les listes présentées par les syndicats. Le projet est donc un recul de ce point de vue. Il n'y aura pas possibilité de cumul avec les autres mandats syndicaux ce qui a pour but de tenir ces représentants éloignés de toute vie syndicale : ils ne pourront être ni DP, ni CE, ni CHSCT, ni DS, aucun mandat IRP ! Les « administrateurs » dits « salariés » seront « happés » dans un monde hostile sans contact ni utilité pour le salariat dont ils seront issus : la confidentialité leur sera imposée par l'employeur sur les sujets de son choix et pour la durée de son choix.

Ne rêvons ni d'autogestion, ni de cogestion, ni de démocratisation, ni même d'information, encore moins de contrôle, il n'y a rien, rien, d'utile pour les salariés, aucun sujet, aucun progrès dans pareil système aseptisé. Au pire une illusion et un risque de corruption.